

Convention collective nationale

IDCC : 653. – **PRODUCTEURS SALARIÉS DE BASE
DES SERVICES EXTÉRIEURS DE PRODUCTION
DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE**
(27 mars 1972)

ACCORD DU 29 AVRIL 2009
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES POUR L'ANNÉE 2009
NOR : *ASET0950841M*
IDCC : 653

Entre :

La FFSA,

D'une part, et

La fédération des services (branche assurances) CFDT ;

La fédération de l'assurance CFE-CGC ;

Le SNCSA CFE-CGC ;

La fédération des syndicats commerce, services et force de vente (CSFV)
CFTC,

D'autre part,

Vu l'article 14, 1^{er} alinéa, de la convention collective de travail des producteurs salariés de base des services extérieurs de production des sociétés d'assurance du 27 mars 1972 ;

Vu les articles L. 2241-1 et L. 2241-9 du code du travail ;

Vu l'article 6 de l'accord du 19 décembre 2008 relatif à la mixité et à la diversité dans les sociétés d'assurances,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Rémunération minimale annuelle

1. La rémunération minimale annuelle des producteurs salariés de base prévue à l'article 14, 1^{er} alinéa, de la convention collective de travail des

producteurs salariés de base des services extérieurs de production des sociétés d'assurance du 27 mars 1972, est portée à 16 410 € à compter du 1^{er} janvier 2009.

2. Cette majoration conduit à rappeler qu'il peut, naturellement, être exigé des producteurs salariés de base, notamment en application de l'article 3 de la convention collective, le respect d'obligations professionnelles en termes de minimum d'activité et de production.

3. Les dispositions ci-dessus ne concernent pas les producteurs salariés de base qui ne sont plus en fonctions dans les entreprises à la date de signature du présent accord.

Article 2

Suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes

1. Il est rappelé que les employeurs sont tenus d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

La rémunération minimale annuelle fixée au 1 de l'article 1^{er} ci-dessus est conforme à ce principe et ne peut conduire à des différences de traitement entre les femmes et les hommes.

2. Au sein de chaque entreprise, les employeurs s'attacheront à vérifier qu'il n'existe pas d'écarts de rémunération non justifiés entre les femmes et les hommes.

Si tel n'est pas le cas, ils mettront en œuvre toutes les mesures utiles pour remédier à ces disparités salariales, avant le 31 décembre 2010.

Fait à Paris, le 29 avril 2009.

(Suivent les signatures.)